



CHAPITRE 17

Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec

[Sanctionnée le 9 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1973 c.
36, a. 22,
mod.

1. L'article 22 du Régime des allocations familiales du Québec (1973, chapitre 36) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Rensei-
gnements
aux minis-
tères.

« La Régie peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et selon les conditions qu'il détermine, fournir à un ministère ou à un organisme qui relève du gouvernement du Québec des renseignements obtenus en vertu de la présente loi. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
220a, aj.

2. Le Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24) est modifié par l'insertion après l'article 220 du suivant:

Rensei-
gnements
aux minis-
tères.

« **220a.** La Régie peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et selon les conditions qu'il détermine, fournir à un ministère ou à un organisme qui relève du gouvernement du Québec des renseignements obtenus en vertu de la présente loi, à l'exclusion de ceux qui concernent les gains et les contributions d'un cotisant. »

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 17

An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan

[Assented to 9 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 22 of the Québec Family Allowances Plan (1973, chapter 36) is amended by adding at the end the following paragraph:

1973, c.
36, s. 22,
am.

“The Board may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he may determine furnish information obtained under this act to any department or agency under the jurisdiction of the government of Québec.”

Informa-
tion to
govern-
ment
bodies.

2. The Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) is amended by inserting after section 220 the following:

1965,
(1st sess.),
c. 24, s.
220a,
added.

“**220a.** The Board may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he may determine, furnish information obtained under this act to any department or agency under the jurisdiction of the government of Québec, except information respecting the earnings and contributions of contributors.”

Informa-
tion to
govern-
ment
bodies.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.